

**IMPLICATION DES POPULATIONS RIVERAINES ET LEURS SAVOIRS LOCAUX  
DANS LA CONSERVATION DURABLE DU PARC NATIONAL D'AZAGNY  
(Sud de la Côte d'Ivoire)**

<sup>1</sup>N'GATTA Kouassi Germain, ISAD/Université Félix Houphouët Boigny  
germainkouassi.n@gmail.com

<sup>2</sup>BROU Ahossi Nicolas, Enseignant-chercheur, ISAD/ Université Félix Houphouët Boigny  
nicolas.brou@gmail.com

**RESUME**

La présente étude est une analyse des problèmes relatifs à la gestion des aires protégées en Côte d'Ivoire. Elle porte principalement sur le Parc National d'Azagny dont la superficie est passée de 30 000 hectares à l'indépendance à 19400 hectares aujourd'hui. Alors, pour comprendre le rapport entre ce recule forestier, activités humaines et la conservation de la biodiversité, cette étude a été initiée dans le Parc National d'Azagny et villages environnants. Elle a pour objectif principal d'évaluer le niveau de relation entre les populations riveraines et le parc national d'Azagny. A cet effet, l'étude se propose par une approche à la fois qualitative et quantitative pour caractériser les types d'occupation du sol. Cette approche sollicite deux outils dont un questionnaire et un guide d'entretien. L'étude révèle que le secteur nord du Parc National d'Azagny subit la plus forte pression humaine. Il est sous l'influence des activités humaines et des densités des populations de la localité. Ceci entraîne des risques de vulnérabilité de la diversité végétale et animale dans cet espace protégé.

**Mots clés :** Azagny ; Conservation ; Diversité biologique ; Gestion ; Vulnérable.

**Abstract**

*The present study is an analysis of the problems relating to the management of the protected areas in Ivory Coast. It relates mainly to the National park of Azagny whose surface passed from 30,000 hectares to independence to 19400 hectares today. Then, to understand the relationship between this moves back forest human activities and the conservation of the biodiversity, this study was initiated in the National Park of Azagny and surrounding villages. It aims main aim to evaluate the level of relation between the bordering populations and the national park of Azagny. For this purpose, the study proposes by an at the same time qualitative and quantitative approach to characterize the types of occupation of the ground. This approach requests two tools of which a questionnaire and a guide of maintenance. The study reveals that the northern sector of the National park of Azagny und ergoes the strongest human pressure. It is under the influence of human activities and the densities of the populations of the localities. This entainent risks of vulnerability of vegetable and animal diversity in this protected space.*

**Keywords:** Azagny; Biological diversity; Conservation; Management; Vulnerable.

## INTRODUCTION

L'humanité constitue une force majeure dans le changement global et la dynamique des écosystèmes des milieux locaux et de la biosphère dans son ensemble (Redman, 1999 ; Steffen et al, 2004 ; Kinch, 2005). Dans cette logique, il est démontré que les sociétés humaines et leurs économies interconnectées au plan mondial s'appuient sur le soutien et les services des écosystèmes (Millennium Ecosystem Assessment, 2005).

Il est alors clair que les premiers humains ont été conduits généralement à partir de leurs seuls besoins vitaux, comme la nourriture qui fut l'une des premières ressources à être prélevées dans leurs milieux de vie. Ces pratiques en matière de subsistance ont constituées le début de la modification de leur environnement d'existence.

Ceci laisse entendre que ; la réciprocité de la relation homme – environnement n'est pas de date récente : l'homme a influencé de manière significative son environnement à partir de l'utilisation du feu (la transformation de vastes étendues de forêts en prairies en Eurasie et en Amérique du Nord, commencée il y a quelques 700 000 ans). Mais aussi par la chasse excessive (d'où la disparition de la mégafaune), ensuite par les pratiques agricoles (causant la désertification). Toutes ces représentations font du rapport homme – environnement un réel exemple de Co – évolution des systèmes sociaux humains et des systèmes naturels (Marten, 2001). Ces exemples de Co - évolutions n'exclussent pas particulièrement, les populations riveraines du Parc National d'Azagny et toute la population ivoirienne dans son ensemble.

Ainsi, pour des raisons économiques, les populations d'Azagny vont étendre leurs zones de production au-delà des terres cultivables disponibles pour atteindre les limites de la zone mise en défens. Ceci justifie le souci de préservation forestière que la Côte d'Ivoire s'est depuis l'ère coloniale engagée pour l'établissement d'un réseau d'aires protégées. A cet effet, la Côte d'Ivoire possède actuellement huit (08) Parc Nationaux, trois réserves partielles et deux réserves intégrales, d'une superficie d'ensemble de 1.975.615 hectares (Goh, 2005). Mais ce travail s'intéresse essentiellement au secteur forestier d'Azagny qui fait partie de ce réseau forestier depuis son érection en Parc National en 1981. Aujourd'hui, l'accroissement des populations environnantes sans cesse due aux nombreuses naissances et aux migrants de diverses origines à la recherche de nouvelles terre, a favorisé l'extension de nombreuses activités humaines dans ce milieu pourtant protégé. ces occupations des sols sont faites en rapport avec les pratiques des populations riveraines (Konan, 2008).

De nombreux effort de conservation ont été fournis pour préserver ce Parc d'Azagny de toutes formes d'agressions humaines. Mais les résultats restent encore en deçà du respect strict de l'intégrité du Parc. Dans ce contexte d'analyse, cette étude permettra dans une perspective

anthropologique, d'évaluer le niveau de relation entre les populations riveraines et le Parc National d'Azagny. Pour ce faire, il convient de présenter les acteurs qui interviennent dans les relations avec le PNA, le niveau de sensibilisation des populations riveraines ainsi que leur participation à la conservation du parc.

Par conséquent, le rapport évolutif entre populations riveraines et le Parc National d'Azagny suscite l'interrogation suivante : quel sont les acteurs qui interviennent dans les relations avec le Parc National d'Azagny ?

Après avoir situé le champ géographique de l'étude, une approche à la fois qualitative et quantitative sera convenable pour appréhender les acteurs qui interviennent dans les relations avec le PNA, les types de relations entre les populations riveraine et le PNA. Puis, dégager les facteurs explicatifs des niveaux d'évolution des relations entre les populations riveraines et le PNA.

## **1. METHODOLOGIE**

### **1.1. Collecte des données**

Il s'agit d'une étude à la fois qualitative et quantitative qui a mobilisé des recherches documentaires, des observations directes de terrain, des questionnaires puis un guide d'entretien. La technique d'échantillonnage non probabiliste (échantillonnage par choix raisonné) a été choisie. Elle a permis d'interroger 30 personnes dont les autorités coutumières, les chefs de ménages, femmes de ménages et agent de l'OIPR (Office Ivoirien de Parc et Réserve). La sélection de cette population mère est basée sur la recherche de personnes ressources, dignitaires de la localité qui détiennent des informations et connaissances fiables sur le Parc, l'implantation des villages et les relations entre populations et le secteur du Parc. Ensuite, ces personnes ressources ont de l'influence sur le reste des populations riveraines du Parc.

Du coup sont exclu les jeunes de moins de trente (30) ans et toutes personnes étrangères qui résident dans la localité après 1981 date de l'érection du secteur en Parc National.

### **1.2. Analyse des données**

Les acteurs qui interviennent dans les relations avec le Parc d'Azagny sont de diverses origines et ces relations sont pour des raisons économique et socioculturelle.

En plus, le manque de sensibilisation des populations riveraines explique leur faible implication dans la conservation du Parc National Azagny.

Ensuite, la non-participation des populations riveraines à la conservation du Parc montre que le savoir-faire locaux pour la conservation de la nature de cette population est ignoré ou

négligés du pouvoir central. A cet effet, il a été important de faire usage d'un guide d'entretien, d'un questionnaire pour mener à bien cette étude.

Comme approche méthodologique, il a été utile de recourir au possibilisme environnemental et à la théorie de la pression démographique. Ces théories ont servi à illustrer l'argumentaire de ce travail.

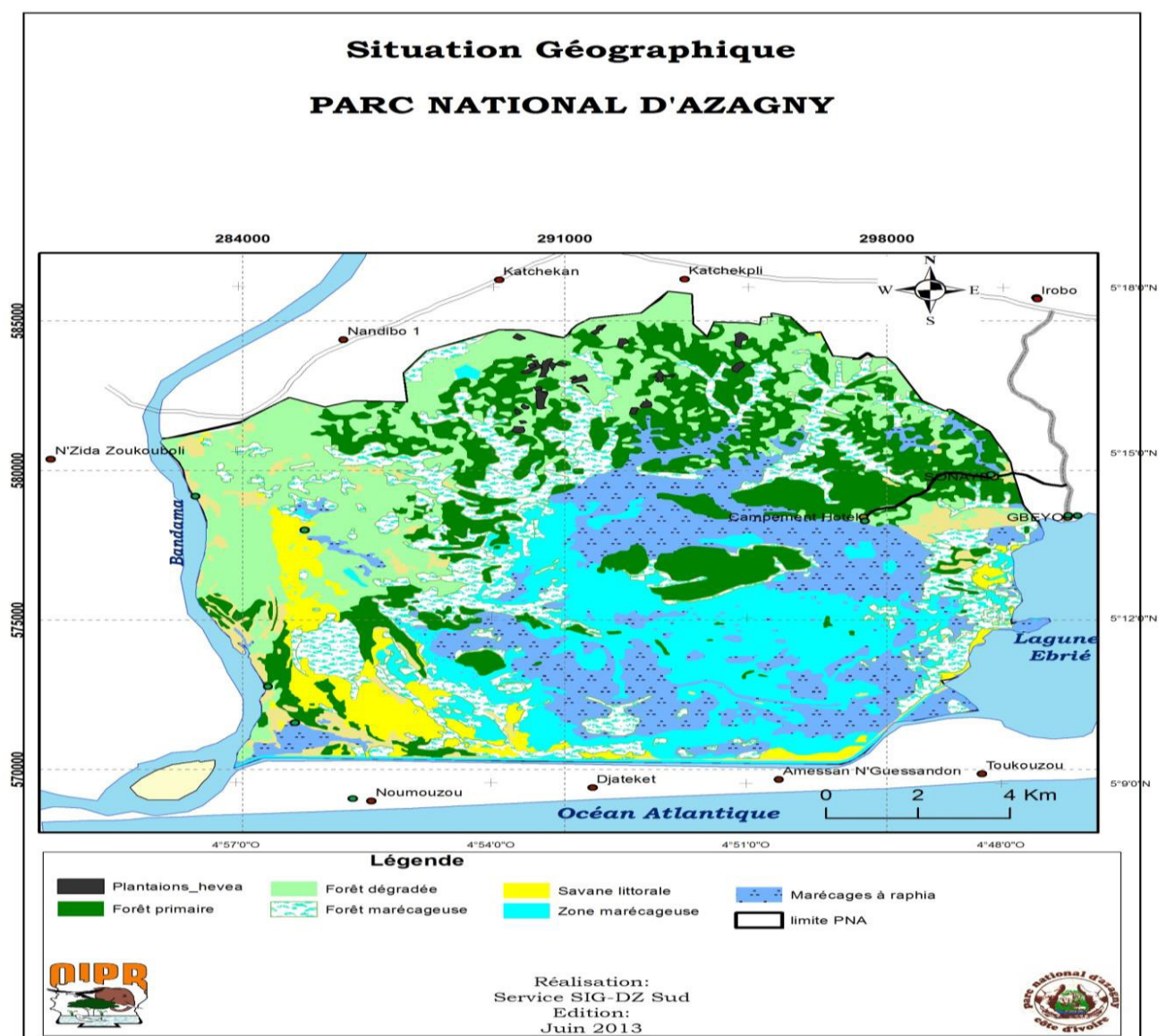
## 2. RESULTATS

### 2.1. Présentation du site

La présente étude est une analyse des problèmes relatifs à la gestion des aires protégées en Côte d'Ivoire. Elle porte principalement sur le Parc National d'Azagny dont la superficie est passée de 30 000 hectares à l'indépendance à 19.400 hectares aujourd'hui. Le Parc National d'Azagny est situé dans le sud de la Côte d'Ivoire et il s'étend entre deux départements administratifs (Grand-Lahou et Jacqueville). Le constat de son agression fait, susciter l'identification des acteurs qui entretiennent des relations avec le Parc National d'Azagny.

**Figure 1 : carte de la situation géographique du PNA**

**Source : service SIG-DZ Sud, 2013**



## 2.2. Populations riveraines

Pour l'atteinte de cet objectif, il a été convenable de faire recourir à un questionnaire qui a permis de collecter les données nécessaires pour la vérification des hypothèses émises. L'étude a consisté à poser par écrit aux chefs de villages, chefs de ménages, ménagères des questions relatives aux différentes communautés ayant des relations avec le Parc National d'Azagny, leurs connaissances et perceptions du Parc. Puis leurs participations à la planification de la gestion du dit Parc.

Ensuite, un guide d'entretien a été très utile dans l'accomplissement de ce travail de recherche. En effet, ce guide d'entretien a permis de circonscrire les échanges effectués lors de l'investigation sur le terrain d'enquête. Cette population riveraine se répartit comme suit : la zone sud, ouest et sud-est dont les villages sont Agbagnadon, Agouè, Braffédon, Noumouzou, Djatèket, Améssandon, Toukouzou, Azagny, Gbeyo, Kraffi... sont en majorité les autochtones qui avant l'érection de ce secteur en Parc National en 1981, ces populations disposaient de vastes étendues de plantations dominées de cacaoyères de caféières et de cocoteraies. Mais après avoir déclaré ce secteur comme Parc National (PN), ces populations ont déguerpies et abandonnées les espaces qu'elles occupaient dans le secteur délimité pour la conservation de la diversité génétique et tous ceux qui se sont fait identifier ont été dédommages financièrement et matériellement selon le bien qu'ils disposent sur le site. Ceci est justifié par les propos du premier notable du village de Toukouzou en ces mots : « nos parents étaient propriétaires de vastes étendues de plantations à dominance caféière. Mais depuis qu'on nous a déguerpie, je n'y suis plus entré pour quoi que ce soit. On nous a dédommagé sauf ceux qui se sont pas fait identifier ». Les principales activités actuelles des populations de cette zone périphérique sont la pêche artisanale, et l'agriculture. Pour ce qui est de la pêche, ces populations sont confrontées à d'énormes difficultés de délimitation du Parc sur l'eau. Ce qui les induit régulièrement en infraction. En plus les produits de pêche menacés se réfugent dans les périmètres défendus et les pêcheurs y sont tentés dans leurs activités. Au-delà de ces infractions sur l'eau, il y a aussi des infractions liées aux captures de crabes poilus et au braconnage qui est plus exercé par des individus venus d'autres localités. L'agriculture d'aujourd'hui est basée sur la culture du manioc dans la périphérie du Parc et les zones déclassées. Cette denrée est alors la nourriture de base de la localité du Parc. Le secteur d'Azagny couvre 23 localités dont les autochtones sont composés de divers peuples tels que les Avikam ou Brignan, les Tiagba et les Appollo.



En plus des autochtones, il y a la présence d'une forte population d'allochtones. Ils sont pour la majorité des peuples venus du centre de la Côte d'Ivoire (Baoulé), les Agny, les sénoufo, les Dioula, les Gouro, et les Lobi. Ces allochtones sont installés généralement dans la partie Nord du Parc bien avant l'érection du secteur en Parc. Ces populations se sont installées et ont réalisées de vastes étendues de plantation de cacao, de palmier et d'hévéa dont la plus part occupent encore la zone défendue. Ces population occupe les localités de Katchèkan, Katchèkpli, Irobo, N'zida, Kouassikro, Nandibo 1 et 2.

A côté de cette population allochtone, il existe aussi une masse de populations allogènes. Cette population est dominée par un nombre important de Burkinabé, malien, Togolais, Ghanéen et Béninois, répartie dans l'ensemble de la sous- préfecture de grand- Lahou et de Jacquerville. Ces populations sont pour des activités agricoles, pêche, commerciales, ouvrières etc.

De ces acteurs, font partie des unités industrielles qui occupent des centaines d'hectares sur la zone périphérique. Ceux sont la palm industrie d'Irobo qui exploite 22 610 hectares dont une bonne partie de cette zone d'exploitation occupe le secteur du Parc. Il y a aussi la plantation et Huilerie de Côte d'Ivoire (PHCI) et la SODECOCO. Toutes ces unités industrielles occupent en partie le secteur du Parc pour leurs implantations et la réalisation de leurs différentes activités. Tous ces acteurs cités influence de près ou de loin le Parc National d'Azagny (PNA).

### **2.3. Autorités forestières**

Les informations recueilli auprès de la structure de gestion forestière (OIPR), montre que la gestion du PNA connaît des avancées remarquables. Car, après les vagues successives de d'évacuation des populations hors du parc, il n'y plus de nouvelles intrusions des populations pour la création de nouvelles plantations hors – mis les occupants de la zone périphérique, surtout du secteur nord et nord – est du parc.

Les infractions actuellement fréquentes sont pour des activités de braconnage, de pêche, de captures de certaines espèces telle que les crabes, les tortues et l'abatage de certain arbres et le prélèvement d'autres produits forestiers pour la confection de matériaux de pêche (pirogue, filets). Ces actions des populations entraînent les agents forestiers à de nombreuses patrouilles telles que signifie le chef de cantonnement de Grand- Lahou en ces termes : « *nous organisons des patrouilles régulières par mois pour une durée de deux semaine par agent* ». Mais cela ne suffit pas pour enrayer définitivement les différentes formes d'agression dont le PNA est victime.

En termes de participation socioculturelle, l'étude a révélée qu'avant l'érection du secteur d'Azagny en parc, ledit secteur abritait à environ 5 km du village de Nandibo 1 un lieu d'adoration des villages Nandibo 1 et Nandibo 2. En effet c'est une grotte extraordinaire en ce sens qu'elle est constituée de chambres naturelles dans lesquelles coule une eau limpide. Mais aujourd'hui ce site est abandonné dû fait de l'interdiction des populations dans le parc.

De ces résultats, disons que les populations ne participent ni aux prises de décisions, ni aux travaux relative à la gestion du parc. Car il n'y a aucune facilitation pour leur épanouissement socio – culturel et économique.

#### **2.4. Perception du parc pour les populations**

Selon les travaux de terrain, les enquêtés sont conscients de l'existence du parc et de son emplacement. Cependant, leurs perceptions du parc est quasiment identique dans l'ensemble des localités visités. C'est ainsi que l'expression bien de l'Etat domine avec 90 % d'enquêtés. Contre les perceptions selon lesquelles le parc est un bien communautaire et bien de la population qui se partage respectivement 6,7% et 3,3%. Ces résultats s'explique par le fait que l'accès au parc est difficile sur presque les 2/3 de sa superficie car le parc national d'Azagny est presque une île. En plus, les villages environnants sont enclavés d'eau dont l'accès est très difficile. Seulement la localité de Gbeyo à l'est et au nord Nandibo1 et 2, Irobo sont les voie d'accès facile au parc. Ce qui fait que les populations de ces localités reçoivent régulièrement la visite de chercheurs, de touristes nationaux et internationaux. Une fois dans la localité les différents visiteurs réunissent la population pour discuter des bienfaits du parc et de la nécessité de le protéger contre toute agression. Ces actions ajoutées à l'accès difficile du parc dans d'autres localités telles que Azagny, Toukouzou, Noumouzou, Braffédon, Agouê, djateke, N'guessandon (...) dû à la traversé des eaux, explique la forte considération du parc comme étant une propriété de l'Etat. Certain d'entre eux affirment que le parc d'Azagny est vendu à la Banque Mondiale.

La seule entrée praticable du parc se situe à Gbeyo. Les pistes des autres côtés du parc sont fermées à cause de la broussaille qui borde tout le long de la zone périphérique.

Dans l'ensemble, retenons que les populations riveraines ont une bonne perception du parc national d'Azagny. Le niveau d'instruction des populations contribue aussi à la connaissance du propriétaire du parc. Cependant, ces populations ont une mauvaise maitrise des limites avec seulement 13,3% des enquêtés qui affirme les connaitre contre 86,7% qui n'en connaissent pas.

En plus, la suite des analyses montre que dans l'ensemble les populations ont la connaissance que le secteur du parc ne leur appartient plus. Ainsi les 83,3% des enquêtés disent que le parc

est pour d'autre fin. Contre 16,7 % qui estime que le parc est une zone de pêche. Pour les enquêtés, le fait qu'ils ont été expulsés des terres du parc, pendant son classement, et les amendes infligés aux braconniers appréhendés, justifie leur exclusion totale des affaires concernant le parc.

Par contre, la gestion du parc ne les concerne pas. C'est l'affaire de l'Etat. Pour eux ce n'est pas nécessaire d'avoir la connaissance du parc ou des connaissances relatives au parc car cela est sans intérêt. Par contre, elles s'y introduisent clandestinement pour des activités de pêche et de braconnage en particulier.

Le parc représente pour les enquêtés, une privation à leur bien. En effet, ils décrivent les conditions de leur dédommagement lors du classement du site en parc national.

On note trois (03) types de dédommagements :

- 1<sup>er</sup> dédommagement concerne les habitations et autres constructions. Tous ceux qui possédaient une case, une villa, un bâtiment devaient percevoir de l'argent ;
- 2<sup>ème</sup> dédommagement était destiné aux plantations. Tous ceux qui avaient des plantations sur le site, on leur donnait de l'argent et ceux qui avaient de nouvelles plantations dans la zone tampon pouvaient récolter leur production sur une période de 3 ans sans les renouvelés. Bien que cette opération doive s'étendre sur 3 ans, de 1984 à 1987, elle a continuée jusqu'à l'an 2000. OIPR 2002 ;
- 3<sup>ème</sup> dédommagement se réfère à la terre. Tous ceux qui vivaient sur la terre y compris les deux catégories précitées, étaient réinstallés dans la forêt du Gô avec un surplus de 10 hectares en plus de leurs parcelles initiales. C'est-à-dire si vous possédiez 10 hectares sur le site du parc, vous avez droit à 20 hectares dans la forêt du Gô.

Cependant les diverses interprétations de la zone tampon par les riverains, a conduit à la création de nouveaux champs d'hévéa. Selon un enquêté, un chef de village aurait informé sa population qu'on pouvait uniquement faire des cultures vivrières dans la zone tampon. Ce qui n'est pas juste. Car la zone tampon bénéficie de la même réglementation que la zone de protection. Ce comportement à conduire à l'expulsion des exploitants installés dans la zone tampon et sans dédommagement. En réalité, c'est ce dédommagement que réclament aujourd'hui les populations riveraines.

Dans l'ensemble, le niveau de connaissances du parc chez les enquêtés peut être qualifié d'insuffisant. Car la majorité des enquêtés ont certes une bonne perception du mais une connaissance insuffisante du parc.

Alors la connaissance du parc, les incompréhensions au niveau de la zone tampon et l'absence de panneaux indiquant les limites du parc traduisent la faible sensibilisation des populations



riveraines. « *Aucune séance de travail relative à la conservation du parc n'est réalisée entre les gestionnaires et nous* ». Ce que confirment les propos de certains enquêtés.

C'est dans cette optique qu'« *Il y a une compétition qui est organisée entre village par les gestionnaires où le village ayant fourni le plus d'information fiable sur les infracteurs est récompensé. Pour cette saison, le village récipiendaire est Noumouzou* ». Propos du chef de village d'Azagny.

A la question, pensez – vous que le parc est bien protégé, les 36,7% des enquêtés ont répondu par l'affirmation par contre 63,3 % disent que le parc n'est pas bien protégé car les activités de braconnage sont fréquentes en son sein.

## **2.5. Participation des populations riveraines aux prises de décisions relative a la conservation du PNA**

Une meilleure implication des populations riveraines dans la conservation des aires protégées nécessite qu'elles soient consultées avant et pendant la réalisation de tout projet ayant un impact sur leur condition de vie. C'est dans cet objectif qu'il est créé le comité de gestion locale, l'organe consultatif.

Le Comité de gestion locale est l'organe de gestion au plan local de l'aire protégée. Ce comité est un organe consultatif regroupant tous les acteurs (autorités administratives, gestionnaire, ONG, Collectivités territoriales, opérateurs économiques, chercheurs...) impliqués dans la gestion des parcs. Il facilite la mise en œuvre et la réorientation du programme sur celui-ci, en informant les différents acteurs locaux, en coordonnant leurs actions, bénéficiant de leurs connaissances et en les associant à la réflexion sur la gestion des parcs. Il donne un avis sur toutes les questions d'ordre technique, culturel ou budgétaire qui lui sont soumises, à titre consultatif, par les gestionnaires du parc.

Le Comité de gestion locale du Parc National d'Azagny a été créé par arrêté préfectoral n°31/P-GL/CAB/1 du 28 mai 2009 portant composition, attributions et fonctionnement dudit comité. Le comité a été mis en place le 28 / 09 / 2012 à Grand - Lahou. Dans ce comité les populations riveraines situées dans le département de Grand- Lahou sont représentées par le chef de village de N'zida.

Ceux du département de Jacqueville sont représentés par le chef de Gbeyo.

Etant donné que les chefs coutumiers soit les interlocuteurs directs entre les gestionnaires du parc et les communautés villageoises, ils doivent d'abord consulter les populations riveraines.

Ce qui indiquent que dans l'ensemble, les enquêtés n'ont jamais été consultés à la planification de la gestion du parc. Cette situation s'explique par le non fonctionnement du

comité de gestion locale. Car le Comité de Gestion Locale (CGL) ne dispose ni de programme d'activité ni de moyen financier et matériels pour mener ses activités. Par conséquent son bilan est jugé nul.

Les chefs de villages, représentants les populations riveraines, déclarent qu'ils n'ont jamais été sollicités à donner leur avis sur une activité du parc et ni à l'élaboration du plan d'aménagement du parc.

Aussi révèle certains enquêtés qu'ils connaissent bien ceux qui chassent dans le parc et ceux qui vendent des cartouches de balles dans les différentes localités. Mais le fait que les gestionnaires ne collaborent pas avec eux et ne leur font pas de réelles propositions de récompense en cas de dénonciation d'infracteur, ils se réservent de dénoncer leurs confrères. Les infractions courantes sont : la pêche, le braconnage, pollution des eaux, défrichement et quelques installations industrielles comme PAMCI, SAPH, SODECOCO, PHCI.

En plus 60 % des enquêtés ne savent pas qu'ils sont représentés par leur chef de villages dans les prises de décisions relative à la gestion du parc contre 40% qui le savent.

Seuls les proches des chefs de villages (notables, président des jeunes et parents) sont informés de ce que leurs chefs assistent aux réunions relatives à la gestion du parc.

Ce qui est renforcé à travers les réponses des enquêtés par rapport à la question : « *pensez-vous que vos opinions et observations sont prises en compte dans la conservation du parc ?* »

A cette question, les (76,7 %) des enquêtés répondent par la négative. Contre 23,3% qui pensent que leurs opinions et observations sont prises en compte.

En réalité les différents chefs de villages, représentants les populations riveraines, n'ont pas été officiellement présentés aux populations riveraines comme étant leurs représentants auprès des gestionnaires du PNA.

En ce qui concerne la collaboration avec les associations villageoises, il ressort des entretiens avec les différents responsables interrogés, qu'ils n'ont pas de liaisons ni de contacts avec les gestionnaires du parc. Ce qu'affirme un enquêté en ces termes.

« *Je suis vraiment étonné quand vous venez me parler de collaboration avec les gestionnaires du parc. D'abord je ne les connais pas et je ne sais pas si on doit nous associer aux activités du parc* ».

Quant à l'élaboration du plan d'aménagement mis en œuvre pour la gestion du parc, on peut soutenir que les populations riveraines n'ont pas été associées. Car la lecture du plan d'aménagement et de gestion du parc, reçu du directeur de zone sud de l'OIPR, montre que c'est celui de 2007 qui a été reconduit.

Partant de la date de mise en place du comité de gestion locale en 2012 et de ce qu'il ne fonctionne pas encore, il est fort probable que les populations riveraines n'ont en aucun cas données leurs avis. Cela est renforcé par l'absence d'études actualisées relative aux conditions socioéconomiques des populations riveraines.

De ce fait on retient que les populations riveraines ne sont pas véritablement associées aux prises de décisions concernant la conservation du parc.

Bien que les points de vue des populations riveraines soient importants dans l'aménagement du parc, elles doivent aussi participer physiquement aux activités dans le parc.

Il ressort à la lecture des travaux d'enquête que 80 % des enquêtés estiment qu'ils n'ont jamais participé à des travaux d'aménagement avec les gestionnaires dans le parc. C'est seulement 20 % des personnes enquêtés qui confirme avoir participé à des travaux d'aménagement au sujet du parc.

Bien que le Directeur de zone sud ait souligné que les populations riveraines sont utilisées comme personnel d'appui aux différents projets de recherche qui se déroulent dans le Parc National d'Azagny, l'enquête révèle le contraire.

Les gardiens n'ont pas été recrutés parmi les populations riveraines. Leur choix s'est fait par connaissance. Ce qu'affirme un enquêté :

Malgré de nombreuses insuffisances, il y a un acte important à souligner. Car quelques jeunes de la localité sont recrutés pour des contrats avec l'OIPR. Tel est le cas du président des jeunes de Braffédon. Mais de telles actions sont de faible ampleur et ces jeunes recrutés ne sont que pour des simples contrats.

Cette situation frustre les populations riveraines. En témoigne les dire d'un enquêté : « *nous sommes catégoriquement interdit des activités du parc même de nous approcher à 25 m sur l'eau .* » aussi ajoute le chef de village d'Agouê « *en ce qui concerne notre participation, je suis entièrement d'accord avec la conservation du parc. Mais je souhaiterais qu'un bon nombre de nos enfants intègrent l'équipe de surveillance des gestionnaires* ».

Au niveau socioculturel, les populations sont tout de même expulsées. Car, avant l'érection du secteur d'Azagny en parc, ledit secteur abrite à environ 5 km du village de Nandibo 1 un lieu d'adoration de ces villages de Nandibo 1 et Nandibo 2. En effet c'est une grotte extraordinaire en ce sens qu'elle est constituée de chambres naturelles dans lesquelles coule une eau limpide. Mais aujourd'hui ce site est abandonné dû fait de l'interdiction des populations dans le parc.

De ces résultats, disons que les populations ne participent ni aux prises de décisions, ni aux travaux relative à la gestion du parc. Car il n'y a aucune facilitation pour leur épanouissement socio – culturel et économique.

### 3. DISCUSSION

A l'origine, les aires protégées de Côte d'Ivoire ont été gérées selon le modèle centraliste hérité de l'administration coloniale.

En effet, ce modèle de gestion considère les aires protégées comme des sanctuaires ou des îles où excepté les gestionnaires, les scientifiques et les touristes plus personne n'a accès. Ces en ce sens que (Mengue, 2002) affirme que, la création d'aires protégées en Afrique s'est traduite par l'expulsion des populations et à l'appropriation de leurs territoires. Ce qui a conduit à un sentiment de frustration et de rejet, puis à des comportements non conformes à la protection de la nature : braconnage, coupes sauvages d'arbres. Ceci justifie clairement le courant préservationniste porté par John Muir, qui défend l'idée que pour protéger la nature, il fallait écarter l'être humain, car la culture et la nature ne pouvaient en aucun cas cohabiter.

Mais, aujourd'hui, avec le modèle participatif, l'on assiste à une gestion qui fait intervenir toutes les parties prenantes avec leur savoir-faire. Pour ce modèle de gestion, les populations locales ont part active dans les prises de décisions et dans les mises en œuvre des mesures de conservation élaborées. Au niveau national, chaque individu doit avoir dûment accès aux informations relatives à l'environnement que détiennent les autorités publiques, et avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision »(Guedegbe, 2008). Telle est l'idée défendue par le courant conversationniste défendu par Gifford Pinchot, appelé aussi

« Ressourcisme », qui considère que la nature est une source de ressources à conserver pour les besoins de la société. Il considère que la Nature se définit par son utilité ou par sa nuisance pour l'Homme. Il convient alors de faire un usage adéquat des ressources de la Nature en les distribuant honnêtement entre les utilisateurs pour le plus grand nombre et pendant longtemps, en évitant tout gaspillage. A ce propos, (Ramade, 1981) considère les forêts sacrées des sociétés autochtones du monde tropical comme les premières aires protégées au monde même s'il est difficile de préciser l'époque exacte où cette première initiative de protection aurait été prise. Et pourtant, l'Etat de Côte d'Ivoire particulièrement perpétue aujourd'hui encore, la méthode « Sanctuariste » héritée de la période coloniale, à dessein d'ailleurs. La gestion forestière basée sur la coercition et l'exclusion semblait, en effet, affirmer également sur le terrain, l'autorité de l'Etat central. Mais force est de reconnaître que, depuis les années 1980, l'occupation des aires protégées et des forêts classées par des paysans de toutes origines, était presque légitimée par un Etat en proie à des difficultés économiques, sociales et même politiques. (Jonas Ibo p.77).

Alors, tel n'est pas le cas dans la réalité du terrain. Car, les résultats de l'enquête ont prouvé que de ces 23 localités que regorgent le PNA, les rencontres d'échange entre les populations riveraines et gestionnaires sont insignifiantes avec un taux de 26,7 % seulement de rencontre. En plus, les populations riveraines ont une mauvaise connaissance des limites du Parc 86,7% contre 13,3% qui s'y connaissent. Puis ces populations n'ont pas les mêmes niveaux de connaissance de l'utilité du Parc dont dispose les gestionnaires. Il a été identifié que les populations ont une faible représentativité lors des prises de décision concernant le Parc. Et leurs opinions sont faiblement considérées par les autorités du Parc.

En somme, les populations riveraines du PNA sont exclues de la gestion ou la conservation du Parc National d'Azagny. Donc le modèle participatif n'existe que de nom. Car, dans la pratique, il n'y a pas de participation des populations dans la conservation du Parc National d'Azagny. Et les relations entre les populations et les gestionnaires sont basées sur la méfiance.

### **Conclusion**

L'étude de la dynamique des relations entre les populations riveraines et le Parc National d'Azagny (PNA), nous a permis de prendre connaissance de la situation qui prévaut dans la conservation des parcs et réserves en Côte d'Ivoire. En particulier celui d'Azagny. En effet, soucieuse de la pérennisation de sa biodiversité, la Côte d'Ivoire a inscrit dans sa politique de conservation l'implication des populations riveraines. Cependant les mesures de conservation du PNA mis en œuvre n'ont pas conduit aux résultats escomptés et de fortes pressions anthropiques menacent actuellement le site. D'où la nécessité de cette étude. Ainsi, une enquête auprès de chefs de ménages de villages riverains et de personnes ressources, par le biais de questionnaire et de guides d'entretien associés de recherche documentaire et d'observation directe a été très utile à la réalisation de l'étude. Les résultats de l'étude révèlent que les populations riveraines ne sont pas sensibilisées, elles ne participent pas à la planification de la gestion et ne bénéficient pas d'appui socio - culturel découlant du parc. Donc les populations riveraines d'Azagny n'entretiennent pas de bonnes relations avec le Parc.

Au regard de ces résultats, déduisons que notre objectif général à savoir évaluer le niveau d'évolution des relations entre les riverains et le Parc National d'Azagny est atteint et nos hypothèses confirmées en ce sens que l'étude a montré que les populations ne sont pas suffisamment impliquées dans la conservation du PNA et l'état de conservation reste encore insatisfaisant. Car l'analyse des obstacles rencontrés a prouvée une sensibilisation insuffisante et une faible capacité des acteurs à développer leurs savoir-faire au niveau du Parc. Ce

pendant, la richesse floristique et faunique du PNA est un atout qu'il convient de prendre en considération. Pour parvenir aujourd'hui à une conservation durable du PNA, il s'avère nécessaire de développer des stratégies qui susciteront la mobilisation des populations riveraines pour défendre les intérêts de conservation du parc. De telles actions se manifestent par la mise en œuvre des actions concrètes impactant tous les acteurs autour du PNA. Cela passe par l'inventaire des connaissances et des pratiques traditionnelles utiles pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité du Parc d'Azagny. Puis relier les parcs du pays pour développer la biologie de la conservation.

### *Références bibliographiques*

Guedegbe Bonaventure (2008), « Evaluation du cadre institutionnel et législatif de gestion des Réserves de Biosphère de la zone ouest africaine francophone », UNESCO, Nairobi.

GOH Denis : (2005), « Les approches participatives dans la gestion des Aires Protégées en Côte d'Ivoire : l'expérience du Projet Autonome pour la Conservation du Parc National de Taï (PACPNT) ».

IBO, J. sd. « Les nouvelles orientations de la gestion du patrimoine naturel en Côte d'Ivoire » p77, 78

KONAN Kouadio Eugène, (2008). « Conservation de la diversité végétale et activités humaines dans les aires protégées du sud forestier ivoirien : l'exemple du Parc National d'Azagny ».Thèse unique de géographie, Université d'Abidjan Cocody.

Marten (2001), « Eléments fondamentaux de l'évolution »

MENGUE-Medou, Célestine « Les aires protégées en Afrique : perspectives pour leur conservation », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 3 Numéro 1 | avril 2002, mis en ligne le 01 avril 2002, consulté le 20 janvier 2016.  
URL : <http://vertigo.revues.org/4126> ; DOI : 10.4000/vertigo.4126

Ramade François (1981), « Ecologie des ressources naturelles ». Paris, Masson.